

La polémique entre «jouisseurs» et «moralistes» sur l'usage de la capote est vaine. Ce qu'il faut, c'est éduquer et que les pouvoirs publics se mobilisent davantage.

Sida: le devoir d'informer de l'Etat

par MICHEL SIMON

Le questionnement sur les méthodes de prévention du sida a été relancé dès 1996 alors que les nouvelles thérapies amélioraient de façon considérable la qualité et l'espérance de vie des personnes malades. Nous avons craint alors que l'éloignement de la menace mortelle conduise certaines personnes à relâcher, voire à abandonner leurs pratiques de prévention. De même, le traitement prophylactique postexposition (traitement d'urgence) pouvant être perçu par certains comme une «pilule du lendemain», nous a fait craindre aussi une baisse de la prévention.

Notre préoccupation grandit encore car, depuis deux ans, les pouvoirs publics ne sont plus capables de fournir aucun chiffre fiable du fait d'une grève des médecins de santé publique, et du retard considérable dans la mise en œuvre de la déclaration obligatoire (et anonyme) de séropositivité. Dans le même temps tous les indicateurs se mettent «au rouge»: hausse très sensible des MST en région parisienne et augmentation des témoignages de prise de risque, notamment en provenance des milieux homosexuels et échangistes.

Aujourd'hui, deux discours publics s'affrontent. D'un côté les témoignages en apparence décomplexés d'un abandon du préservatif, de l'autre la préconisation d'une prévention drastique basée sur la seule culpabilisation des séropositifs. Au discours des «jouisseurs» qui disent: «*La capote ne sert à rien*» et «*on n'a pas de plaisir avec ça!*» appelant à rejeter complètement le préservatif, s'oppose celui des «moralistes» qui répondent: «*La capote toujours et pour tous en tout lieu et avec chaque partenaire.*» Deux belles positions bien fermes, et bien tranchées.

Mais c'est trop beau, c'est trop facile, et surtout ça ne marche pas! Que des personnes de même statut sérologique aient des relations non protégées ensemble est un discours understandable, mais difficilement applicable dans la réalité. Il faudrait pour cela que les personnes connaissent leur statut sérologique, ce qui souvent n'est pas le cas. Il faudrait ensuite qu'ils en parlent «avant», ce qui est encore moins le cas.

Que des gens recherchent des relations sexuelles non protégées, cela les regarde, nous ne serons jamais une «police du sexe».

L'injonction «tout capote» n'est pas non plus la réponse. Même s'il faut répéter que le préservatif reste toujours le meilleur outil de protection connu aujourd'hui, et que de très nombreuses personnes l'utilisent sans aucun problème, il ne sert à rien de stigmatiser ceux qui ne peuvent ou ne veulent l'utiliser. Il ne s'agit pas de plaquer un discours sur les gens et leurs pratiques, mais à l'inverse de se baser sur les obstacles

réels rencontrés par les personnes pour leur permettre de trouver leurs propres moyens de se protéger ou de réduire les risques. Cette exigence permet une prise de conscience de chacun par rapport à ses pratiques et agit donc en profondeur et sur le long terme, mais ne peut se résumer à un slogan accrocheur.

L'association Aides est investie depuis quinze ans notamment dans la prévention des risques sexuels face à l'infection à VIH auprès de tous les publics, dont celui des hommes ayant des pratiques homosexuelles. Elle intervient auprès des personnes sans juger leurs pratiques, mais en les aidant à se protéger tout en respectant leurs choix. C'est avec la même approche que nous avons abordé avec succès la réduction des risques auprès des usagers de drogues par voie intraveineuse. Comme le disait Daniel Defert, fondateur du mouvement Aides: «*Je ne crois pas au discours de dénonciation, car il aboutit toujours à la stigmatisation et à l'isolement.*»

Que des gens recherchent des relations sexuelles non protégées, volontairement et en toute connaissance de cause, cela les regarde, nous ne serons jamais une «police du sexe».

Que certains aient des difficultés à utiliser partout et toujours le préservatif, cela doit pouvoir être entendu, et nous devons, non pas leur «prêcher la bonne parole», mais les aider à trouver leur propre stratégie pour réduire les risques. Mais toutes ces situations ne sont ni nouvelles, ni spécifiques aux homosexuels.

Cela dit, nous ne pouvons (quand je dis nous, je parle ici de toutes les associations qui agissent sur le terrain de la prévention) nous contenter de mettre en œuvre ces actions, qui nous mobilisent énormément, s'il n'y a autour de nous une mobilisation plus large.

PAR MICHEL SIMON

Il ne s'agit pas uniquement de demander aux patrons de lieux de consommation sexuelle à Paris de mettre à disposition de leurs clients plus de préservatifs, mais bien plus largement de demander à l'Etat d'assumer ses responsabilités:

- en menant régulièrement des campagnes informant le public sur le risque constant que constitue l'épidémie de sida;
- en développant l'incitation au dépistage volontaire;
- en dirigeant des recherches sur d'autres outils complémentaires ou substitutifs au préservatif, comme les gels microbicides;
- en faisant mener rapidement des études sur la réalité ou non des risques de surcontamination entre personnes séropositives, et sur

l'influence de la charge virale plasmatique sur l'infectiosité.

Que l'Etat informe et prévienne des risques, ce qui est son devoir, et qu'il continue à donner les moyens aux associations de terrain d'être auprès des personnes pour les aider à appréhender les informations et à se forger leur prévention en fonction de leurs moyens et de leur volonté.

Les «oukases», qu'ils soient injonctifs ou permissifs, ne seront jamais une réponse à l'épidémie. Notre approche repose sur l'éducation et les droits de l'homme, jamais sur l'exclusion ●

Michel Simon est membre du bureau national d'Aides.